

Arrête:

Art. 1^{er}. — Les fonctions de secrétaire de la commission chargée de l'application et de la révision des règlements relatifs au transport et à la manutention des matières dangereuses et infectes seront assurées par un administrateur civil ayant voix délibérative au cours des discussions.

Art. 2. — Toutes dispositions contraires de l'arrêté du 11 octobre 1948 susvisé sont annulées.

Art. 3. — M. Lagarde, administrateur civil, secrétaire adjoint, est nommé secrétaire de ladite commission en remplacement de M. Antoine, ingénieur en chef des ponts et chaussées, appelé à d'autres fonctions.

Fait à Paris, le 12 décembre 1949.

Le ministre des travaux publics,
des transports et du tourisme,
Pour le ministre et par délégation:
Le conseiller technique,
ADRIEN SPINETTA.

Dérégulation à l'interdiction de recrutement d'agents non titulaires au secrétariat général à l'aviation civile et commerciale.

Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, le ministre du travail et de la sécurité sociale et le secrétaire d'Etat aux finances,

Vu le décret du 13 octobre 1948 relatif au recrutement de personnels non titulaires,

Arrêtent:

Art. 1^{er}. — Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme est autorisé à pourvoir dans les services du secrétariat général à l'aviation civile et commerciale les emplois désignés ci-après:

Personnel des bases aériennes.

Deux agents sur contrat hors catégorie.
Huit agents sur contrat 1^{re} catégorie.
Dix agents sur contrat 2^e catégorie.
Huit agents sur contrat 3^e catégorie.

Personnel de la navigation aérienne.

Dix agents sur contrat de 2^e catégorie.
Cinquante agents sur contrat de 3^e catégorie.

Personnel des écoles et stages.

Un agent sur contrat hors catégorie.
Un agent sur contrat 1^{re} catégorie.
Un agent sur contrat 2^e catégorie.

Art. 2. — En vue de sauvegarder les droits des agents licenciés des services par suite des mesures de compression budgétaire, il ne pourra être procédé à des nominations directes aux emplois de personnel non titulaire visés à l'article 1^{er} ci-dessus que, dans chaque cas, après avis du centre d'orientation et de réemploi des fonctionnaires et agents des services publics.

Art. 3. — Le secrétaire général à l'aviation civile et commerciale, le directeur du budget du ministère des finances et des affaires économiques et le directeur du centre d'orientation et de réemploi du ministère du travail et de la sécurité sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 16 décembre 1949.

Le ministre des travaux publics,
des transports et du tourisme,
Pour le ministre et par délégation:
Le directeur du cabinet,
GEORGES BRIAND.

Le ministre du travail
et de la sécurité sociale,
Pour le ministre et par délégation:
Le directeur du cabinet,
FERNAND SAMSON.

Le secrétaire d'Etat aux finances,
Pour le secrétaire d'Etat aux finances
et par autorisation:
Le directeur du cabinet,
ROBERT BLOT.

Nomination d'un membre permanent du conseil supérieur de l'infrastructure et de la navigation aériennes.

Par arrêté du 13 décembre 1949, M. Issarte, inspecteur général de 2^e classe des ponts et chaussées, a été nommé membre permanent du conseil supérieur de l'infrastructure et de la navigation aériennes.

Administration centrale.

Par arrêté du 19 décembre 1949, les avancements suivants sont accordés dans le corps des administrateurs civils de l'administration centrale des travaux publics, des transports et du tourisme:

Administrateurs civils de 2^e classe
promus à la 1^{re} classe, 1^{er} échelon.

(Pour compter du 1^{er} janvier 1949.)

Mlle Berthomier.	M. Le Quellec.
M. Aillet.	Mme Liger.
Mlle Gex.	

Administrateurs civils de 3^e classe
promus à la 2^e classe, 1^{er} échelon.

(Pour compter du 1^{er} janvier 1949.)

Mlle Bonte.	M. Lagarde.
M. Gachedoat.	Mme Coutant.
M. Levy (M.-S.).	M. Levy (Guy).

(Pour compter du 1^{er} novembre 1949.)

M. Dandine.	M. Rouquet.
M. Vaye.	

Ponts et chaussées.

Par arrêté du 8 décembre 1949, M. Reme (Georges), ingénieur ordinaire de 2^e classe des ponts et chaussées, est mis à la disposition du ministère de la France d'outre-mer pour être affecté en Afrique occidentale française.

Il est placé dans la position de service détaché pour une première période de cinq ans.

L'effet de ces dispositions remonte au 1^{er} octobre 1948.

Par arrêté du 13 décembre 1949, le tableau d'avancement de classe des ingénieurs des ponts et chaussées pour l'année 1949 a été complété comme suit:

Pour ingénieur en chef de 1^{re} classe.

M. Joubert (Pierre) (après M. Eisenmann).

Par arrêté du 13 décembre 1949, M. Joubert (Pierre), ingénieur en chef de 2^e classe des ponts et chaussées, en service détaché, a été promu à la 1^{re} classe de son grade, pour compter du 1^{er} juillet 1949.

Il prendra rang sur l'annuaire après M. Eisenmann.

Par arrêté du 13 décembre 1949, M. Beau (Christian), inspecteur général de 2^e classe des ponts et chaussées (cadre des services détachés), directeur honoraire des travaux publics au ministère de la France d'outre-mer, a été promu à la 1^{re} classe du grade d'inspecteur général, pour compter du 1^{er} décembre 1949.

Par arrêté du 13 décembre 1949, M. Boniface (Léon), ingénieur ordinaire de 1^{re} classe des ponts et chaussées, en retraite, a été nommé ingénieur en chef honoraire des ponts et chaussées.

MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE

Décret n° 49-1601 du 17 décembre 1949

portant statut des personnels techniques temporaires de la direction générale de la jeunesse et des sports (service technique de l'équipement).

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'éducation nationale, du secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, à la jeunesse et aux sports, du ministre des finances et des affaires économiques, du secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique et de la réforme administrative et du secrétaire d'Etat aux finances,

Vu la loi portant fixation des crédits applicables aux dépenses du budget ordinaire de l'exercice 1949,

Décète:

Dispositions générales.

Art. 1^{er}. — Les ingénieurs de l'équipement relevant de la direction générale de la jeunesse et des sports sont constitués en un corps temporaire soumis aux règles du présent statut.

Ils sont répartis en trois grades:

Chef du service de l'équipement;
Ingénieur en chef de l'équipement;
Ingénieur de l'équipement.

Art. 2. — Le cadre des ingénieurs temporaires est constitué comme suit:

Un chef de service;
Quatre ingénieurs en chef;
Treize ingénieurs.

Le grade d'ingénieur comporte neuf échelons.

Le grade d'ingénieur en chef comporte quatre échelons.

Recrutement et licenciement.

Art. 3. — Les ingénieurs sont recrutés soit parmi les personnels appartenant à un corps d'ingénieurs titulaires d'une administration publique, placés en position de service détaché, soit parmi les candidats justifiant du diplôme de sortie de l'une des écoles ci-après:

Ecole polytechnique;
Ecole nationale des ponts et chaussées;
Ecole nationale supérieure des mines de Paris;
Ecole nationale supérieure du génie rural;
Ecole centrale des arts et manufactures;
Institut national agronomique;
Ecole spéciale des travaux publics;
Ecoles nationales d'agriculture;
Ecole nationale d'horticulture.

Art. 4. — L'emploi de chef du service est pourvu:

Soit par détachement d'un ingénieur en chef des ponts et chaussées;

Soit par promotion d'un ingénieur en chef de l'équipement, totalisant au moins huit années d'ancienneté dans le grade d'ingénieur en chef.

Art. 5. — Les ingénieurs en chef et les ingénieurs appartenant à un corps d'ingénieurs titulaires peuvent être mis en position de service détaché dans un emploi du service de l'équipement correspondant au grade qu'ils possèdent dans leurs corps d'origine. Ils sont placés dans leur nouvel emploi à un échelon comportant une rémunération égale ou, à défaut, immédiatement supérieure à celle dont ils bénéficiaient antérieurement.

Art. 6. — Les ingénieurs justifiant de l'un des diplômes visés à l'article 3 et qui n'appartiennent pas à un corps d'ingénieurs titulaires sont astreints à une période probatoire d'une durée d'un an, au cours de laquelle ils peuvent être licenciés sans indemnité, sous réserve d'un préavis d'un mois.

Ils sont recrutés au grade d'ingénieur :

a) Du premier échelon, s'ils possèdent le diplôme de sortie de l'une des écoles ci-après :

Ecole nationale d'Horticulture ;
Ecoles nationales d'Agriculture ;
Ecole spéciale des travaux publics ;

b) Du deuxième échelon s'ils possèdent le diplôme de sortie de :

L'école centrale des arts et manufactures ;
L'institut national agronomique ;

c) Du troisième échelon s'ils possèdent le diplôme de sortie de :

L'école nationale supérieure du génie rural ;
L'école nationale supérieure des mines de Paris ;
L'école nationale des ponts et chaussées ;
L'école polytechnique ;

d) Du quatrième échelon s'ils possèdent à la fois les diplômes de l'école polytechnique et d'une école nationale d'application.

Art. 7. — La période probatoire une fois accomplie, l'engagement, sauf le cas de licenciement par mesure disciplinaire prévu à l'article 12, peut être résilié par chacune des parties après un préavis de trois mois. Toutefois, la résiliation est de plein droit quand l'intéressé atteint l'âge de soixante ans.

Au cas où la résiliation serait prononcée pour cause de suppression d'emploi, les intéressés bénéficieraient d'une indemnité de licenciement fixée à un mois, deux mois ou trois mois de rémunération selon qu'ils auront moins de cinq ans, entre cinq et dix ans ou plus de dix ans de service dans leur corps.

Avancement, congés, discipline.

Art. 8. — L'avancement d'échelon a lieu au choix, d'un échelon à l'échelon immédiatement supérieur. Nul ne peut être promu à l'échelon supérieur s'il ne compte au moins deux ans d'ancienneté dans l'échelon qu'il occupe.

La promotion au grade d'ingénieur en chef a lieu au choix, parmi les ingénieurs qui comptent au moins un an d'ancienneté dans le 8^e échelon et ont été inscrits sur la liste d'aptitude visée à l'article 9 ci-après. Peuvent seuls être inscrits sur cette liste d'aptitude :

1^o Les ingénieurs recrutés directement au 2^e échelon de leur grade ou à un échelon supérieur, dans les conditions fixées à l'article 6 ci-dessus ;

2^o Les ingénieurs titulaires, placés en position de détachement auprès du service de l'équipement et appartenant à un corps ouvrant un accès direct à des emplois supérieurs, comportant des échelles indiciaires au moins équivalentes à celles des ingénieurs en chef de l'équipement.

Toutefois, un emploi d'ingénieur en chef pourra être attribué soit à un ingénieur possédant le diplôme de l'une des écoles visées au paragraphe a de l'article 6 ci-dessus, soit à un ingénieur des travaux publics de l'Etat en service détaché. L'intéressé devra, en outre, être âgé de quarante-cinq ans au moins, compter vingt années d'ancienneté effective en

qualité d'ingénieur au service de l'Etat et avoir été promu depuis un an au moins au 9^e échelon du grade d'ingénieur.

Art. 9. — La liste d'aptitude à l'emploi d'ingénieur en chef est établie sur proposition d'une commission présidée par le directeur général de la jeunesse et des sports et constituée comme suit :

Deux représentants de l'administration désignés par le ministre ;

Deux représentants du personnel intéressé, élus par leurs collègues.

Art. 10. — Le personnel technique visé à l'article 1^{er} ci-dessus peut, en cas de maladie et sur présentation d'un certificat du médecin assermenté, obtenir par période de douze mois des congés ainsi fixés :

Après six mois de présence : un mois à plein traitement, un mois à demi-traitement ;

Après trois ans de présence : deux mois à plein traitement, deux mois à demi-traitement ;

Après cinq ans de présence : trois mois à plein traitement, trois mois à demi-traitement.

Si, à l'issue de ces périodes de congés, l'intéressé ne peut reprendre ses fonctions, il peut être placé, pour une période de trois mois au maximum, en congé sans traitement. Passé ce délai, son contrat sera résilié et l'agent percevra l'indemnité de licenciement prévue à l'article 7 du présent statut. Toutefois, dans le cas de maladie de longue durée (tuberculose, aliénation mentale, cancer), la position en congé sans traitement sera prolongée de façon à permettre à l'agent d'être, lors de sa guérison, réaffecté dans la limite des postes vacants.

Art. 11. — Dans la mesure où le fonctionnement des services le permettra, le personnel technique pourra bénéficier, après un an de présence, d'un congé annuel de même durée que celui dont bénéficient les personnels titulaires.

Art. 12. — Les sanctions disciplinaires susceptibles d'être appliquées sont :

- 1^o L'avertissement ;
- 2^o Le blâme avec inscription au dossier ;
- 3^o La rétrogradation d'échelon ou de classe ;
- 4^o Le licenciement.

L'avertissement et le blâme sont prononcés par le chef du service ; la rétrogradation et le licenciement sont prononcés par le ministre, sur proposition du directeur général de la jeunesse et des sports, sur avis de la commission prévue à l'article 9 ci-dessus et après que les intéressés ont été appelés à fournir leurs explications sur les faits qui leur sont reprochés.

Dispositions transitoires.

Art. 13. — Dans la limite des emplois énumérés à l'article 2 du présent décret, les ingénieurs en chef et les ingénieurs en fonction au 1^{er} janvier 1948 et répondant aux conditions fixées par l'article 3 ci-dessus, pourront être intégrés dans le cadre temporaire défini à l'article 2.

L'ingénieur en chef des ponts et chaussées de 1^{re} classe, chargé de la direction du service technique, sera reclassé comme chef du service.

Les ingénieurs en chef, intégrés en cette qualité, seront reclassés conformément au tableau de concordance ci-après :

ANCIENS ÉCHELONS	NOUVEAUX ÉCHELONS	CONDITIONS D'ANCIENNETÉ dans le grade d'ingénieur en chef.
1 ^{er} échelon.....	Classe unique....	4 ^e échelon.....
2 ^e échelon.....		3 ^e échelon.....
3 ^e échelon.....		2 ^e échelon.....
4 ^e échelon.....		1 ^{er} échelon.....
		Plus de 6 ans d'ancienneté.
		Plus de 4 ans.
		Plus de 2 ans.
		Moins de 2 ans.

Les ingénieurs en chef non intégrés comme ingénieurs en chef du nouveau corps, seront reclassés en 9^e échelon du grade d'ingénieur.

Les ingénieurs intégrés seront reclassés, compte tenu du tableau de concordance suivant :

ANCIENS ÉCHELONS	NOUVEAUX ÉCHELONS	CONDITIONS D'ANCIENNETÉ
1 ^{er} échelon.....	7 ^e échelon.....	Plus de 6 ans d'ancienneté dans le grade et plus de deux ans au 1 ^{er} échelon. Moins de 6 ans d'ancienneté dans le grade ou moins de deux ans au 1 ^{er} échelon.
	6 ^e échelon.....	
2 ^e échelon.....	5 ^e échelon.....	Plus d'un an dans l'échelon. Moins d'un an dans l'échelon.
3 ^e échelon.....	4 ^e échelon.....	
4 ^e échelon.....	3 ^e échelon.....	
5 ^e échelon.....	2 ^e échelon.....	
	1 ^{er} échelon.....	

Une bonification d'un échelon pourra être attribuée aux ingénieurs justifiant du diplôme de sortie d'une des écoles ouvrant directement l'accès au 3^e échelon, aux termes du paragraphe C de l'article 6 du présent décret.

Les ingénieurs non intégrés comme ingénieurs du nouveau corps pourront être maintenus en fonction sous le régime du contrat individuel.

Art. 14. — Les intégrations dans les nouveaux grades et échelons seront prononcées par arrêté du ministre chargé des

sports, après avis de la commission visée à l'article 9 ci-dessus.

Art. 15. — Dans le cas où l'application des dispositions de l'article 13 ci-dessus aurait pour effet de placer les ingénieurs en chef et ingénieurs à un grade et à un échelon comportant une rémunération inférieure à celle qu'ils percevaient antérieurement, les intéressés bénéficieront d'une indemnité différentielle qui sera réduite ou éventuellement supprimée à due concurrence de toute augmentation d'émoluments qui serait ultérieurement accordée, à quelque titre que ce soit.

Art. 16. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires à celles du présent décret.

Art. 17. — Le ministre de l'éducation nationale, le ministre des finances et des affaires économiques, le secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, à la jeunesse et aux sports, le secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique et de la réforme administrative et le secrétaire d'Etat aux finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui prendra effet du 1^{er} janvier 1948 et sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 17 décembre 1949.

GEORGES BIDAULT.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre des finances
et des affaires économiques,*
MAURICE-PETSCHÉ.

*Le secrétaire d'Etat à l'enseignement
technique, à la jeunesse et aux sports,*
ANDRÉ MORICE.

Le secrétaire d'Etat aux finances,
EDGAR FAURE.

*Le secrétaire d'Etat chargé de la
fonction publique et de la réforme
administrative,*
JEAN BIONDI.

Le ministre de l'éducation nationale,
YVON DELBOS.

Décret du 19 décembre 1949 portant approbation de l'élection d'un membre titulaire de l'académie des sciences.

Par décret en date du 19 décembre 1949, est approuvée l'élection par l'académie des sciences de M. Maurice Roy à la place devenue vacante dans la section de mécanique par suite du décès de M. Jules Drach.

Création de certificats d'aptitude professionnelle.

Par arrêté du 28 novembre 1949, il a été créé, dans le département de la Haute-Marne, trois certificats d'aptitude professionnelle de:

Ajusteur,
Fraiseur,
Tourneur,

applicables, à titre provisoire, jusqu'à la session de 1950 comprise.

Par arrêté du 28 novembre 1949, il a été créé, dans le département de la Haute-Marne, quatre certificats d'aptitude professionnelle de:

Electricien-bobinier,
Photographe,
Dessinateur détaillant,
Dessinateur d'exécution,

applicables, à titre provisoire, jusqu'à la session de 1951 comprise.

Fonds de concours.

Par arrêté en date du 7 décembre 1949, il est ouvert au ministre de l'éducation nationale, sur l'exercice 1949, un crédit de 365.917 F applicable aux chapitres ci-après du budget de l'éducation nationale:

Chap. 119. — Grands établissements d'enseignement supérieur. — Traitements du personnel titulaire..... 325.519 F.

Chap. 240. — Indemnités de résidence 40.368
365.917 F.

Par arrêté en date du 7 décembre 1949, il est ouvert au ministre de l'éducation nationale, sur l'exercice 1949, un crédit de 1 million de francs applicable au chapitre ci-après du budget de l'éducation nationale.

Chap. 619. — Dépenses relatives au fonctionnement du service du droit d'entrée dans les musées et monuments de l'Etat. 1.000.000 F.

Par arrêté en date du 7 décembre 1949, il est ouvert au ministre de l'éducation nationale, sur l'exercice 1949, un crédit de 2.036.320 F applicable aux chapitres ci-après du budget de l'éducation nationale:

Chap. 213. — Bibliothèques municipales. — Traitements du personnel titulaire 1.425.420 F.

Chap. 372. — Equipement sportif. — Fonctionnement des services 610.900
2.036.320 F.

Rémunération des ingénieurs du service technique de l'équipement à la direction générale de la jeunesse et des sports.

Le ministre de l'éducation nationale, le secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, à la jeunesse et aux sports, le secrétaire d'Etat aux finances et le secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique et de la réforme administrative,

Vu la loi n° 48-357 du 27 février 1948 portant ouverture de crédits en vue de la réalisation d'une première tranche de reclassement;

Vu le décret n° 48-1124 du 13 juillet 1948 instituant une majoration de reclassement en faveur des personnels de l'Etat au titre de la première tranche de reclassement de la fonction publique;

Vu le décret n° 49-12 du 12 janvier 1949 instituant une nouvelle majoration au titre de la deuxième tranche de reclassement de la fonction publique;

Vu le décret n° 45-2355 du 14 octobre 1945 fixant la rémunération du personnel technique contractuel du service de l'équipement scolaire et sportif;

Vu le décret n° 49-1601 du 17 décembre 1949 portant statut des personnels techniques temporaires de la direction générale de la jeunesse et des sports (service technique de l'équipement),

Arrêtent:

Art. 1^{er}. — Les nouvelles rémunérations allouées aux ingénieurs temporaires du service technique de l'équipement, à la direction générale de la jeunesse et des sports, sont fixées ainsi qu'il suit, à compter du 1^{er} janvier 1948 et du 1^{er} janvier 1949:

GRADES	ECHELONS	RÉMUNÉRATION DE BASE 1948.	NOUVELLES RÉMUNÉRATIONS	
			A compter du 1 ^{er} janvier 1948.	A compter du 1 ^{er} janvier 1949.
		francs.	francs.	francs.
Chef du service de l'équipement sportif.....	.....	210.000	744.000	847.000
Ingénieurs en chef.....	4 ^e échelon.....	210.000	610.000	720.000
	3 ^e échelon.....	195.000	577.000	668.000
	2 ^e échelon.....	180.000	531.000	615.000
	1 ^{er} échelon.....	165.000	493.000	558.000
Ingénieurs	9 ^e échelon.....	.....	451.000	540.000
	8 ^e échelon.....	.....	430.000	504.000
	7 ^e échelon.....	150.000	419.000	476.000
	6 ^e échelon.....	.....	402.000	443.000
	5 ^e échelon.....	133.600	351.000	392.000
	4 ^e échelon.....	117.000	315.000	351.000
	3 ^e échelon.....	100.000	276.000	312.000
	2 ^e échelon.....	84.000	240.000	273.000
	1 ^{er} échelon.....	84.000	230.000	254.000
Ingénieurs non intégrés (cadre d'extinction)...	.....	150.000	(1)	(1)
	.....	133.500	402.000	443.000
	.....	117.000	390.000	418.000
	.....	100.000	338.000	367.000
	.....	84.000	301.000	331.000
	.....	84.000	265.000	290.000
	.....	84.000	230.000	254.000

(1) Echelon accessible aux agents ayant plus de cinq ans d'ancienneté à l'échelon supérieur.